

mes qui n'avaient pas combattu, et dont le seul crime fut d'être porteurs d'un grand couteau ou d'autres instrumens tranchans. On les fit périr sans leur accorder l'assistance d'un prêtre qui les consolât à leur dernier moment, et cette circonstance ulcéra encore davantage un peuple religieux. La douleur et la haine ont exagéré le nombre des victimes; il n'a pas dépassé cinquante personnes ¹. Quoi qu'il

¹ Le manifeste justificatif du conseil de Castille, composé et publié à Madrid dans le mois d'août 1808, après que l'armée française avait évacué cette capitale, porte la perte des Espagnols, dans l'émeute du 2 mai, à cent quatre hommes tués, cinquante-quatre blessés et trente-cinq égarés (*extraviados*). Le manifeste emploie l'expression quelques-uns (*algunos pocos*) en parlant de ceux qui ont été fusillés le jour même et les jours suivans.

Le grand-duc de Berg savait, avant le 2 mai, que la couronne d'Espagne était en réserve pour un autre que pour lui. Il faut attribuer le peu de succès de sa mission à son zèle plus ardent qu'éclairé pour le service de l'Empereur, et à la manie assez commune alors de juger des Castellans que personne n'entendait, par les Italiens qu'on avait long-temps pratiqués. « La journée d'hier donne l'Espagne à l'Empereur. » Ainsi s'exprimait Murat, le 3 mai au matin, dans un accès de confiance présomp-

en soit, des calamités infinies sont sorties de là. Jamais les Espagnols ne pardonneront aux Français des exécutions si promptes et si inattendues. Le nom de Murat sera transmis par eux à la postérité, chargé d'invectives.

On a porté des jugemens tout opposés sur les causes du soulèvement de Madrid. Les uns, frappés de la marche indécise et tortueuse de la Junte de gouvernement, lui ont prêté un projet de vèpres siciliennes; ils ont dit que la ville s'était remplie tout-à-coup d'étrangers venus des différentes parties du royaume, que la conjuration devait éclater

tueuse. « Dites plutôt qu'elle la lui enlève pour toujours, » répondit le ministre de la guerre O'Farril. Ce loyal Espagnol ignorait alors que des conseils furieux l'avaient présenté lui et le capitaine-général de la Nouvelle-Castille don Francisco-Xavier de Negrète, comme des agens de l'Angleterre et des chefs de complot, qu'il avait été question dans les salons du grand-duc de faire le procès à tous deux, et que cette idée absurde avait été rejetée par l'intercession énergique du maréchal Moncey, dont le cœur saignait à la vue de l'injustice.

pendant la nuit, et que tous les Français auraient été assaillis dans les casernes et égorgés dans leurs logemens. Les autres ont pensé qu'un général d'un caractère modéré et d'un esprit conciliant aurait épargné aux vaincus des maux qui plus tard sont retombés sur les vainqueurs; ils ont été jusqu'à accuser le grand-duc de Berg d'avoir provoqué des troubles, afin de mettre plus vite une couronne royale sur sa tête, en démontrant à Napoléon combien un roi soldat était nécessaire pour dompter les Castillans. Ces deux opinions nous paraissent également dépourvues de vraisemblance. Rien, dans le mouvement, ne décèle la moindre trace de préméditation. Murat était loin d'avoir l'ame atroce, et il savait que le choix de l'Empereur relativement au trône d'Espagne était arrêté. Pour expliquer ce qui est arrivé, il y a bien assez des dispositions connues du peuple espagnol et de l'armée française.

L'effet immédiat du canon du 2 mai et de

la fusillade du Prado fut d'attérer les habitants de Madrid. Ceux qui exerçaient quelque influence dans la ville ne pensèrent qu'à implorer merci. Le conseil suprême de l'inquisition alla dans sa soumission plus loin que les autres autorités; son zèle le porta à faire un appel aux ministres de la religion, pour diriger l'animadversion du peuple contre les instigateurs *d'excès pareils à l'émeute scandaleuse du 2 mai* ¹. L'attitude des Français n'était rien moins que tranquillisante; leurs ordres du jour et leurs proclamations, en promettant l'oubli du passé, menaçaient de punitions plus fortes en cas de récidive. L'infant don Francisco partit pour Bayonne, et fut suivi, à vingt-quatre heures d'intervalle, par l'infant don Antonio. Ce prince demanda lui-même à rejoindre le Roi son neveu, afin

¹ Voyez dans *le Moniteur* du 16 mai 1808 la lettre écrite le 6 du même mois par le conseil royal de l'inquisition aux tribunaux du saint-office de Madrid et du royaume.

d'échapper de cette manière à des obligations qu'un plus habile que lui n'aurait pas mieux remplies. Alors s'évanouit la considération que son rang reflétait sur les autres membres du corps dont il était le président. Le grand-duc de Berg ayant témoigné le désir d'être associé aux délibérations du gouvernement, la Junte hasarda quelques réflexions, et finit par céder. Peu de jours après, la présidence fut acquise au grand-duc, avec l'apparence de la légalité, par un décret de Charles IV, qui l'instituait lieutenant-général du royaume.

LA nouvelle des événemens du 2 mai était arrivée à Bayonne, grossie par l'effroi des Espagnols et par la politique des Français. On ne parlait de rien moins que de dix ou douze mille hommes tués de part et d'autre. Le sang avait ruisselé dans des rues de Madrid. Cela servait merveilleusement à Napoléon pour rompre le peu de résistance qu'on opposait encore à ses dessein, et pour presser le dénouement du drame

diplomatique. Ferdinand eut à essuyer le reproche d'avoir, *en flattant l'opinion de la multitude, et en oubliant le saint respect dû à l'autorité légitime, allumé l'incendie prêt à dévorer les Espagnes*. Le jeune Roi avait paru avoir une volonté, avant que les vieux souverains arrivassent à Bayonne, et tant qu'il fut assisté de ses conseillers. Mais celui d'entre eux qui avait le plus de pouvoir sur son esprit, Escoiquitz, s'était laissé prendre aux séductions de Napoléon. La fermeté de Ferdinand s'évanouit en présence de son père et de son Roi, sur le trône duquel il s'était assis. Les sévères reproches de l'Empereur achevèrent de l'abattre. Il rendit purement et simplement la couronne au vieux roi ¹. Déjà celui-ci en avait disposé en faveur du souverain de la France, par un traité signé le 5 mai ². Ferdinand, redevenu prince des Asturies, confirma en cette

¹ Voyez à la fin du volume (R).

² Voyez à la fin du volume (S).

qualité, l'abandon formel fait par Charles IV, et renonça à ses propres droits, comme héritier du trône, par un traité, en date du même mois, auquel adhérèrent les infans don Carlos, don Francisco et don Antonio ¹. Bien plus, les quatre princes se chargèrent, dans une proclamation écrite à Bordeaux le 12 mai ², d'expliquer à la nation espagnole les puissans motifs qui avaient servi de règle à leur conduite. Ils réclamèrent l'obéissance à un autre souverain, comme le plus grand témoignage de dévouement qui pût leur être donné.

Avant la consommation du sacrifice, Ferdinand VII avait écrit, par une voie détournée, à la Junte de gouvernement, « qu'il n'était pas » en liberté, et qu'il ne pouvait en conséquence prendre aucune mesure pour la conservation du souverain et de la monarchie. » D'après ces considérations, il donnait à la

¹ Voyez à la fin du volume (T).

² Voyez à la fin du volume (U).

» Junte les pouvoirs les plus illimités. Elle
» pouvait se transporter partout où elle le ju-
» gerait convenable, et exercer au nom de Sa
» Majesté toutes les fonctions de la souverai-
» neté. Les hostilités devaient commencer du
» moment où le Roi serait conduit dans l'in-
» térieur de la France, chose à laquelle il ne
» consentirait jamais, à moins d'y être forcé
» par la violence. » Il avait en même temps
adressé au Conseil royal, et, à son défaut, à
toute chancellerie ou audience, un décret por-
tant : « Que les cortès seraient assemblés dans
» le lieu le plus convenable; qu'ils s'occupe-
» raient d'abord de levées de troupes, et des
» subsides nécessaires pour la défense du
» royaume, et que leur session serait perma-
» nente, pour prendre par la suite les mesures
» convenables, suivant l'occurrence des évé-
» nemens. »

Ainsi, pendant que des actes patens déli-
vraient les magistrats comme les autres sujets,
du serment de fidélité, une intimation secrète

leur traçait de nouveaux et rigoureux devoirs. Ignorant sans doute que les rois doivent savoir mourir, s'ils veulent qu'on meure pour eux, Ferdinand ordonnait froidement à ses serviteurs de se précipiter au plus fort du danger pour sauver des droits qui étaient les siens propres, et qu'il jugeait bon de sacrifier ostensiblement à des calculs de sûreté personnelle. Toutefois, la volonté royale était no- toire; elle se manifestait, non comme un caprice de l'homme couronné, mais comme un accomplissement de devoir de la part du magistrat héréditaire, chargé de défendre la nation contre les étrangers. La Junte de gouvernement instituée par Ferdinand VII n'avait que deux partis à prendre, obéir ou bien ab- diquer une autorité frappée de sécheresse, quand la source dont elle émanait était tarie.

Les bouleversemens politiques, en jetant les hommes hors des combinaisons ordinaires de la vie, les exposent quelquefois à dévier des principes de la morale. Les décrets de Ferdi-

mand furent apportés par un commissionnaire qui, pour éviter les troupes françaises, fit à pied la plus grande partie du chemin de Bayonne à Madrid, et arriva par Guadalaxara. Lorsque les membres de la Junte en eurent pris connaissance, il y avait deux jours que la renonciation officielle du prince des Asturies au trône, transmise avec une célérité extrême, par le moyen des courriers de l'armée, avait été promulguée, et le grand-duc de Berg était installé comme lieutenant-général de Charles IV. La Junte eut la faiblesse de se croire engagée par ses déterminations antérieures à continuer de suivre la même ligne de conduite. Encore effrayée du déploiement de la force militaire française au 2 mai, et croyant ne prendre conseil que de son amour pour la patrie, elle décida, à l'unanimité et sans hésitation, que les ordres de Ferdinand étaient inexécutables. Par cette délibération, la Junte acheva de se dépouiller de son caractère de Conseil suprême, émané d'un souverain indépendant, pour ne

plus figurer autrement que commel'exécutrice passive des volontés du chef des étrangers.

Il importait que le changement opéré dans la capitale s'étendît promptement jusqu'aux provinces les plus éloignées. En attendant que l'armée impériale occupât Cadix et Valence, le lieutenant-général du royaume prit les mesures qu'il jugea le plus propres à briser ce qui restait de moyens de résistance dans les troupes espagnoles. Les deux régimens suisses cantonnés près de Madrid, furent encadrés dans le corps d'armée du général Dupont. Les trois compagnies de gardes-du-corps et les bataillons de service des gardes espagnoles et wallonnes, au nombre de quatre, furent sous le commandement du maréchal Moncey. On prescrivit au capitaine-général de la Galice, don Antonio Filangieri, de concerter, avec le général de marine du Ferrol, l'embarquement de trois mille hommes pour Buenos-Ayrés, autant pour en débarrasser le pays, que pour mettre la colonie à l'abri des attaques des Anglais. Le

ministre de la marine envoya des instructions dans les ports, pour mettre les vaisseaux de l'État en réparation et en armement. Le commandant de l'escadre de la Méditerranée, renfermé depuis plusieurs années dans le port de Mahon, reçut l'ordre de se joindre aux escadres françaises en rade de Toulon, aussitôt qu'elle pourrait s'échapper sans danger. On ordonna des changemens de garnisons en Catalogne et ailleurs. La division Solano était restée à Badajoz, Junot ne s'étant pas soucié de la voir rentrer en Portugal. On adressa au général l'ordre de faire partir ses troupes pour le camp de Saint-Roch, et de se rendre de sa personne à Cadix, pour reprendre ses fonctions de capitaine-général de l'Andalousie. Comme on craignait que Solano n'hésitât, Murat lui dépêcha le capitaine du génie Constantin, officier de son état-major, pour le persuader. Il envoya un autre ingénieur, le chef de bataillon Rogniat, à don Francisco-Xavier de Castaños, commandant du camp de Saint-

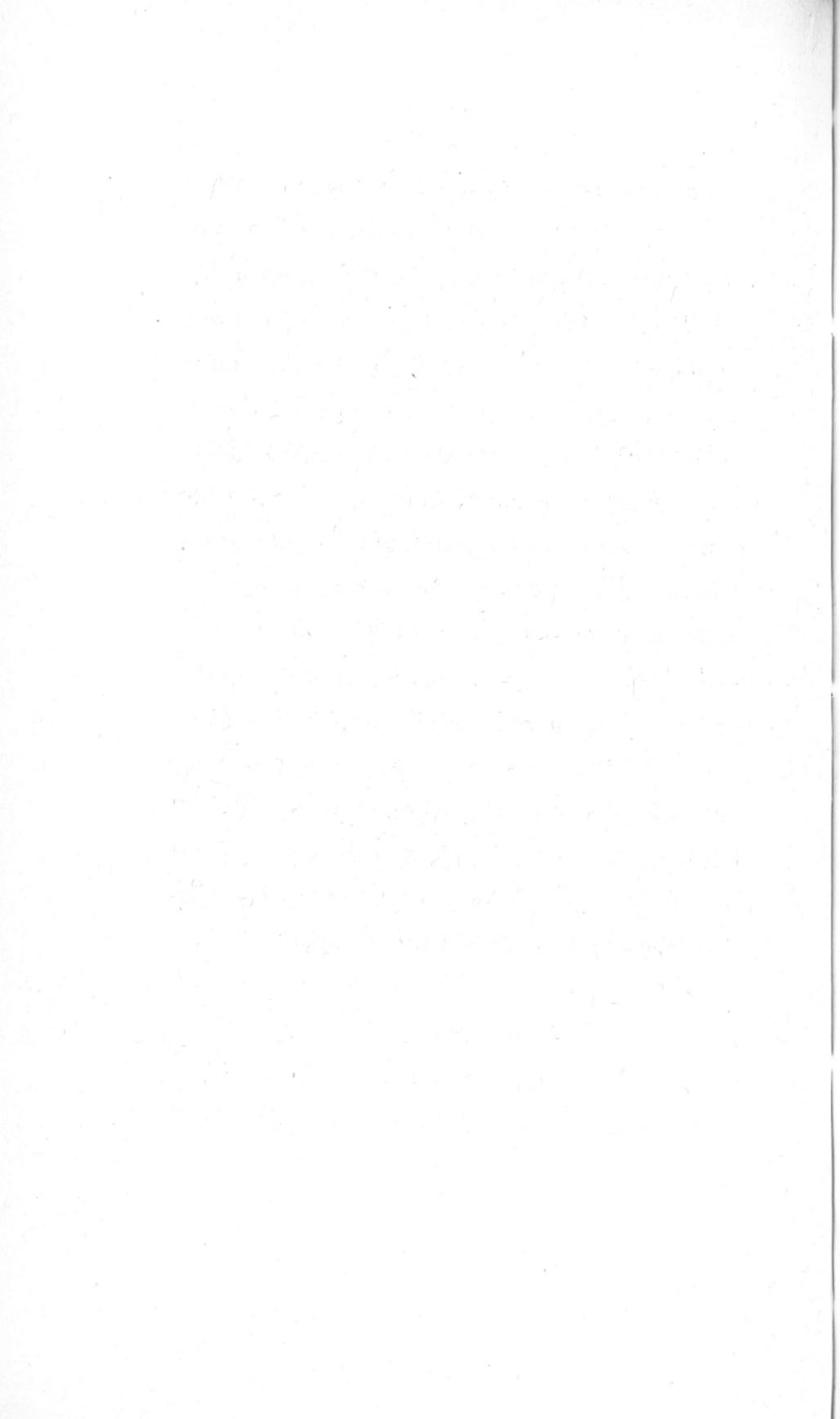
Roch, avec la mission apparente de reconnaître la place de Gibraltar, et chargé en secret de faire envisager à ce lieutenant-général, très-influent alors, puisqu'il avait sous ses ordres le plus de forces réunies, les avantages qu'il y aurait pour lui à entrer franchement dans le nouvel ordre de choses.

Ce fut alors qu'on commença à fortifier et approvisionner les hauteurs du Retiro, comme propres à y établir une citadelle pour tenir en respect la population de Madrid. L'autorité française mit la main sur tous les magasins d'armes et de munitions qu'elle put atteindre. Des officiers partirent pour Ceuta, chargés de faire reconnaître l'autorité nouvelle dans les ports espagnols, de disposer favorablement la cour de Maroc, et d'explorer la côte septentrionale de l'Afrique. On préparait dans le silence de vastes projets pour changer la face de ce pays. L'ambassadeur de France à Constantinople avait été consulté par le ministre des relations extérieures, sur la question de

savoir jusqu'à quel point la sublime Porte prendrait part aux griefs qui pourraient survenir entre la France et les États barbaresques.

L'Empereur ne pouvait pas s'éloigner des Pyrénées, avant que les affaires de la Péninsule fussent réglées d'une manière définitive. Voulant qu'une apparence de consentement national sanctionnât son ouvrage, il convoqua pour le 15 juin à Bayonne, une assemblée de cent cinquante personnes notables, que le lieutenant-général du royaume fut chargé de désigner, en se rapprochant autant qu'il serait possible de la marche suivie pour la formation des anciens cortès. Cette assemblée devait fixer les bases d'une constitution nouvelle. En attendant qu'elle se réunît, Napoléon rendit public son dessein de déposer la couronne d'Espagne sur la tête d'un autre lui-même.





LIVRE QUATRIÈME.



INVASION DE L'ESPAGNE.

SOMMAIRE.

Effet que produit dans toutes les parties de l'Espagne la nouvelle des événemens du 2 mai. — Insurrection des Asturies. — Insurrection de Santander. — Insurrection de Léon, Galice, Castille, Aragon, Catalogne, Valence, Murcie, Andalousie, Estramadure. — Proclamation des Juntas insurrectionnelles. — Opinion publique. — La Junte de Séville se déclare Junte suprême du gouvernement de l'Espagne et des Indes. — Solano massacré à Cadix. — La Junte de Séville déclare la guerre à la France. — L'escadre française dans le port de Cadix bombardée et obligée de se rendre aux Espagnols. — L'Espagne demande du secours à l'Angleterre. — Disposition du gouvernement et du peuple anglais. — Secours prodigués par l'Angleterre. — Le corps d'armée du général Dupont entre en Andalousie. — Combat du pont d'Alcolea. — Entrée des Français dans Cordoue. — Soulèvement de la Manche. — Le corps d'armée du général Dupont se retire à Andujar. — Le corps d'armée aux ordres du maréchal Monecy, duc de Conégliano, marche sur Valence. — Scènes sanglantes à la suite de l'insurrection de Valence. — Combat du pont de Pajazo. — Combat de Cabrillas. — Attaque de Valence. — Les Français repassent le Xucar et vont à Albacète.

LIVRE QUATRIÈME.



INVASION DE L'ESPAGNE.



LA nouvelle des événemens du 2 mai se répandit jusqu'aux extrémités de l'Espagne avec une incroyable rapidité. Les relations des officiers français exagéraient le massacre, afin de rendre la terreur plus grande. Les Espagnols exagéraient aussi, parce que l'exagération est dans leur caractère, et aussi parce qu'ils voulaient allumer une plus grande soif de vengeance. La population extraordinaire qu'avait attirée à Madrid l'acclamation du roi Ferdinand et que l'incertitude y avait retenue, rentra en hâte dans ses foyers. Ils avaient entendu les fusillades du Retiro. Au récit de ce qu'ils avaient vu, ils mêlèrent ce qu'ils avaient entendu sur les iniquités de Bayonne et sur les violences

faites à Ferdinand. Le peuple ne réfléchit pas sur les passages des Pyrénées ouverts, les provinces et la capitale envahies, le trésor et les places aux mains de l'ennemi, la nation désarmée, l'État sans direction..... Il vit son Roi trahissement emprisonné, la foi promise violée, ses compatriotes massacrés, le nom espagnol avili. Des montagnes d'Aragon aux colonnes d'Hercule, et du jardin de Valence au cap Finistère, un seul cri fut entendu : *Vive Ferdinand VII! Meurent les Français!*

LA terre des Asturies, qui jadis servit de retranchement aux débris de la patrie espagnole contre les armes de Rome, maîtresse du monde, et où, plus tard, Pélage se réfugia avec les images sacrées des chrétiens; cette même terre, toujours habitée par une race indomptable (*Cantabros indomitos ferre jugo*), devait être la première où on lèverait l'étendard de l'indépendance. Le vicomte de Materosa et don Alvaro-Florez Estrada, gouverneur-géné-

ral de la principauté, s'échappèrent, le 3 mai, de Madrid où ils avaient vu leurs amis périr de la main des Français. Ils arrivèrent, le 9, à Oviedo, et, à leur récit, l'émotion populaire fut assez grande pour alarmer l'autorité et la porter à demander des secours à Madrid. Bientôt on fit circuler dans le pays une prétendue proclamation de Ferdinand VII, qui appelait la nation à son aide. Murat envoya, pour apaiser le tumulte, le comte Delpinar, conseiller de Castille, et un autre magistrat don Juan Melendez, et, pour assurer leur mission, ils eurent ordre de rassembler le régiment d'Ulltonia et le corps des carabiniers royaux. Mais il était trop tard. Le peuple assaillit les commissaires, les poursuivit, et ils coururent le risque de perdre la vie. Les troupes de ligne ayant pris leur rôle habituel, celui de défendre l'autorité établie, on menaça le commandant des carabiniers royaux. L'arsenal d'Oviedo fut pillé, et le peuple s'étant armé, le marquis de Santa-Cruz de Marsenao, grand

d'Espagne, leva l'étendard de Ferdinand VII.

A vingt lieues de-là, à Santander, l'orage éclata le 26 mai. L'évêque don Rafael Mendez de Luarda, personnage dont les mœurs exemplaires rappelaient la simplicité et la sévérité évangélique, se mit à la tête du mouvement. Dès le 27, un conseil formé par les hommes considérables du pays, appela aux armes les habitans de la montagne et les Biscayens, et somma les communes d'envoyer des députés pour organiser de concert la défense du pays, suivant les bases qui furent adoptées en l'année 1795, lorsque l'armée française parut sur le Haut-Èbre.

DANS le même temps, Léon insurgée demanda des fusils à la Corogne, et la Galice entière suivit l'exemple des Asturies.

Bien plus, la Vieille-Castille que les armées avaient déjà traversée, n'hésita pas à prendre les armes, et Ferdinand VII fut proclamé jus-

que dans les villes, des murailles desquelles on voyait la fumée des camps français. L'insurrection arriva jusqu'en Navarre, aux portes même de la France. Les gardes-du-corps qui avaient escorté Ferdinand et qui étaient restés à Tolosa et Ernani, demandèrent avec des cris de rage qu'on leur rendit leur Roi : ce fut comme un tremblement de terre général.

Ce n'était pas l'exemple des uns qui donnait aux autres le désir de les imiter. La même sensation enfantait partout en même temps les mêmes prodiges. L'Aragon éclata des premiers. Tortose, Lerida, Valence, Murcie, Carthagène, Badajoz, déchirèrent les proclamations de Murat. Les quatre royaumes d'Andalousie éclatèrent aussi, et ce fut là que se déploya la puissance la plus formidable. Au midi comme au nord, on mesura l'offense et non pas le danger. Partout le mouvement vint des classes inférieures; partout le dévouement à la patrie se déploya en rai-

son inverse des avantages qu'elle accordait à ses enfans. Les hommes de l'autorité, les soldats, les riches voulurent d'abord arrêter le mouvement populaire. De leur résistance, il s'ensuivit quelques excès et des meurtres déplorables. Des hommes recommandables furent massacrés, pour avoir voulu maintenir l'ordre public; d'autres, qu'on accusait d'être les complices de Godoy, parce qu'ils avaient joui des faveurs du gouvernement renversé. On doit avouer, à la louange du caractère espagnol, que la cupidité et les vengeances personnelles n'ont pas eu de part aux crimes qui ont été commis, et qu'au nom de la patrie, il y a eu peu de résistances à vaincre. Tous les Espagnols déliraient de rage contre l'étranger. On chercherait en vain, dans la plupart des villes, les noms de ceux qui ont poussé les premiers le cri de l'insurrection. Tous ont voulu; tous ont agi; tous ont senti la nécessité d'autorités constituées pour les diriger, et employer dans l'intérêt commun les efforts de tous.

Voilà pourquoi les Juntas de villes et de provinces se sont établies avec une merveilleuse facilité. Moins de vingt-quatre heures après l'explosion qui anéantissait tout ce qui avait précédé, des Juntas étaient proclamées, où les plus habiles, et généralement les plus éclairés dans l'ordre social, recevaient la sainte mission de sauver la patrie.

LES Juntas ne perdirent pas un moment pour enrôler la population mâle de l'âge de dix-sept à quarante ans. On renouvela solennellement le serment au Roi prisonnier, qui, avant son malheur, était déjà l'idole de la nation. On mit en prison les Français dans les villes où les magistrats parvinrent à les arracher des mains de la populace; leurs biens furent mis sous le séquestre; des proclamations brûlantes de patriotisme se répandirent jusque dans les Alvées, plus promptes à enflammer les courages que la flamme ne l'est à dévorer les pacages d'Estramadure, lorsque le propriétaire y met le

feu pour leur donner une forme et une valeur nouvelles.

« Les voyez-vous, ces perfides Français, di-
» sait la Junte de Valladolid; ils sont venus à
» nous comme alliés, nous les avons nourris
» de notre pain; ils ont mangé à notre table...,
» et, sous le déguisement de l'amitié, ils ont
» désarmé notre peuple, saisi nos forteresses,
» dépouillé et emprisonné notre Roi...; ils
» ont lâchement massacré nos frères... Tou-
» tes ces iniquités resteront-elles impunies,
» pendant qu'il existe encore des Espa-
» gnols et des Espagnols castillans?... Aux
» armes! aux armes! si vous ne voulez pas que
» vos femmes et vos filles soient violées par les
» barbares, que vos champs soient ravagés et
» vos maisons brûlées; si vous ne voulez pas
» être gouvernés par le code de Napoléon, par
» un code militaire, sanguinaire, calculé sur
» la guerre éternelle dont la conscription est
» l'ame, et dont la révolution est l'essence! Ne
» voyez-vous pas que ces armées dites françaises

» sont remplies de Polonais, d'Hanovriens,
» de Bava-rois, de Prussiens, de Suisses, d'Ita-
» liens, et jusque de Mameloucks? Cela ne
» vous dit-il pas assez quel sort attend vos en-
» fans?... N'est-ce pas lui qui vous les a déjà
» enlevés pour les envoyer périr sur les riva-
» ges glacés du Danemark?... Armons-nous
» contre un tyran exécrationnable, contre l'oppres-
» seur des nations, contre celui qui n'a ni foi
» ni loi. Il est le tyran de l'Europe; mais qu'il
» n'espère pas régner sur l'Espagne. Un peu-
» ple grand et généreux ne saurait être mis
» sous le joug.... Ne sommes-nous pas les en-
» fans des héros? Quels droits a donc sur nous
» cet étranger? quels biens avons-nous à at-
» tendre de l'ami du protecteur de Godoy?
» S'il n'était pas son complice, aurait-il arra-
» ché cet infâme à l'échafaud?... Souvenons-
» nous de Pélage, qui, à la tête d'une poignée de
» chrétiens, a commencé à reconquérir l'Es-
» pagne sur les Maures; souvenons-nous des
» enfans de Lara, qui ont affranchi notre pays

» d'un infâme tribut ; souvenons-nous de ce
» magnanime Rodrigue de Bivar. L'empereur
» d'Allemagne réclamait la suzeraineté de no-
» tre pays. Un concile, présidé par le Roi,
» s'apprêtait à discuter cette demande et à y
» répondre. Rompons cette honteuse délibé-
» ration, s'écria le héros ; au-dessus d'un roi
» de Castille, il n'y a que Dieu. Rappelons-
» nous que si la perfidie a emmené notre Roi
» prisonnier, nous avons plus noblement ap-
» pris à un roi de France le chemin de Ma-
» drid. Aux armes ! Galiciens, Asturiens, aux
» armes ! celui que vous combattez est un im-
» pie ! Il a relevé le temple des Juifs, dépouillé
» le Pape de ses domaines, dispersé le sacré
» collège des cardinaux. Il ébranlerait l'Église
» si les portes de l'enfer pouvaient prévaloir
» contre elle. Vous combattez pour votre
» terre natale, vos propriétés, vos lois, votre
» Roi, votre religion, et pour la vie à venir ?
» Armez vos esprits de la crainte de Dieu, im-
» plorez le secours de l'immaculée Conception ;

» la sainte mère de Dieu ne nous abandonnera
 » pas dans une si juste cause. »

Bientôt Dieu fit connaître que la cause des Espagnols était la sienne propre. On apprit que la foudre était tombée sur l'église de Notre-Dame de Guadelupe le jour même où Ferdinand VII était entré dans Bayonne. Les cierges qui brûlaient autour de la sainte-image s'éteignirent; la mère de Dieu ne fut pas touchée. Dans la caverne de Covadonga, aux Asturies, tant renommée par le refuge de Pélage et de ses braves, des observateurs attentifs et dévots virent de grosses gouttes de sueur couler sur le visage de Notre-Dame-des-Batailles. A Compostelle, on entendit pendant la nuit comme un cliquetis d'armes sur le tombeau de saint Jacques, annonçant que la guerre était déjà commencée, et que le glorieux patron des Espagnes conduirait encore les armées à la victoire. Si la superstition peut trouver grâce devant le philosophe, c'est lorsqu'elle s'associe à la défense de la patrie.



Les miracles étaient une preuve de l'opinion du clergé. Les évêques d'Oviedo et de Santander furent à la tête des insurrections de leurs provinces. Don Pedro de Quevedo y Quintano, évêque d'Orense, refusa de se rendre à Bayonne où on l'avait appelé. Il protesta ensuite dans un écrit fort de logique et d'éloquence contre l'illégalité des actes déjà consommés dans cette ville, et de ceux qu'on penserait à y opérer encore par la force. Il réclama de la magnanimité de l'Empereur le retour des princes d'Espagne, *plongés civilement dans la tombe, dans le même pays où la branche aînée de leur maison avait été victime d'une révolution sanguinaire.* Le vertueux évêque, honneur du clergé espagnol par sa doctrine, comme il en était l'exemple par ses vertus, ne craignit point, à l'âge de soixante-treize ans, et avant que l'insurrection de son pays eût éclaté, de faire entendre la vérité sévère aux oreilles d'un prince tout-puissant. *Je suis forcé à la dire* (c'est ainsi que son écrit finissait), *par mon amour pour mon*

pays, et par ma qualité de conseiller, titre temporel attaché à l'épiscopat d'Espagne, et en outre je la crois nécessaire pour éclairer, redresser et ramener dans les voies de la gloire et du bonheur le héros que jusqu'ici l'Europe a respecté et admiré... En tout lieu, les ecclésiastiques les plus élevés en dignité comme les moindres, donnèrent le signal de l'insurrection, ou au moins se hâtèrent de joindre leurs voix à la voix du peuple.

AU milieu des efforts dictés par un patriotisme égal, Séville se distingua par une direction forte et un esprit d'ordre qui a sauvé l'Espagne. Le soulèvement populaire eut d'abord le même caractère que dans les autres villes. Le peuple s'assembla tumultueusement dans l'après-midi du 26 mai, et courut en armes sous les balcons de la municipalité (*ajuntamiento*). Le comte del Aguilar fut massacré, sortant de l'Hôtel-de-Ville, dans son carrosse. La noblesse et les propriétaires

sentirent le besoin de se mêler au mouvement du peuple pour le diriger. Une Junte de vingt-trois membres se forma, dans la journée du 27, avec des délégués de l'archevêché, de l'audience royale, de la noblesse, des officiers-généraux, des différens corps de ville et des communautés religieuses. Don Francisco Saavedra, ancien ministre des affaires étrangères, et qui passait pour le premier homme d'État de l'Espagne, fut appelé de Puerto-Real, où il était exilé, pour en prendre la présidence. Plusieurs hommes habiles avaient été appelés à en faire partie ; d'autres n'avaient été placés dans le corps que pour modérer et diriger l'effervescence du peuple sur lequel ils avaient tout pouvoir. Le plus remarquable était le père Manuel Gil, de l'ordre des clercs mineurs, qui, sortant d'un couvent de correction où l'avait enterré Godoy, ne respirait que vengeance. Grand discoureur, fécond, il avait été le principal moteur de l'insurrection, et, du fond de sa cellule, il allumait et calmait le peuple à vo-

lonté. Le jour même où elle fut installée, la Junte distribua le travail de gouvernement entre ses membres, et prit le titre de Junte suprême de gouvernement de l'Espagne et des Indes.

Ce ne fut pas un vain titre : quoique beaucoup déchue de son ancienne splendeur, Séville a encore une population de quatre-vingt-dix mille âmes, c'est-à-dire qu'elle est la ville la plus considérable d'Espagne après Madrid et Barcelone; elle possède la seule fonderie de canons de bronze existante pour le service des troupes de terre. Derrière elle, sont l'arsenal maritime des Carraques, le plus considérable de la monarchie; la place anglaise de Gibraltar; Cadix, que sa position péninsulaire rend facile à défendre, et toutes les Indes espagnoles. Son éloignement des Pyrénées et le voisinage des seules troupes formées en corps d'armée que la monarchie eût encore sur pied, la rendaient propre à être le siège de l'insurrection.